

LES QUESTIONS QUI FACHENT



QUI SOMMES-NOUS ?

Né, au début de l'année 2024, de la volonté de quelques un-e-s* de rendre plus visibles et plus efficaces les différentes expressions de lutte contre les extrêmes droites, le collectif **RIPOSTES** a d'abord lancé un premier appel, le 1^{er} mai 2024, qui a réuni plusieurs centaines de signatures. Issues pour l'essentiel du monde syndical et associatif et réparties sur l'ensemble du territoire, ces signatures exprimaient le besoin de devenir plus forts, ensemble, pour faire pièce à la montée du fascisme et au déferlement de ses thématiques dans tous les domaines de l'existence.

Pour que cet appel ne reste pas lettre morte, comme la plupart de ceux qui l'avaient précédé, un site a été lancé dans la foulée et s'est enrichi depuis, préfiguration de ce que pourrait être un outil commun au service des combats multiformes contre les extrêmes droites et les droites autoritaires qui lui emboîtent le pas.

À côté d'un agenda et d'un « fil d'actualité », d'autres rubriques sont venues enrichir ce site : outils et contacts, décryptages, campagnes, dossiers thématiques, revues de presse...

(*) Les trois associations à l'initiative de **RIPOSTES** : Au Nom de la Mémoire, Association des Ami-e-s de Maurice Rajsfus, Réseau féministe « Ruptures ».

WWW.RIPOSTES.ORG

et sur les réseaux sociaux **Bluesky** @ripostes-antifa
et **Mastodon** @ripostes

Ce texte est libre de droits et de diffusion, vous êtes encouragés à le copier pour l'utiliser sur vos propres supports, merci de nous mentionner comme source avec notre adresse www.ripostes.org.

« **ON NE LES A PAS
ENCORE
ESSAYÉS !** »

VRAIMENT ?



Aurait-on idée d'essayer d'ingérer de la mort-aux-rats ?
Et pourquoi ne pas essayer de se jeter dans le vide du 10^e étage d'un immeuble ?
Ou encore essayer de plonger ses mains dans un bain d'acide chlorhydrique ?

Des « essais » particulièrement fous et irrationnels, dont l'immense majorité de nos contemporains n'ont pas encore testé la radicalité extrême.

Ce qui nous amène à poser la seule question qui vaille, dans un contexte de grand danger, qui va s'accéléralant depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin 2024 : pourquoi le fait d'appeler à « essayer le F-Haine », devenu R-Haine – parce qu'« on ne les aurait pas encore essayés » – s'appuierait-il sur une démarche rationnelle ? Pourquoi le fait de ne pas les avoir encore essayés devraient nous amener à coup sûr à le faire ? Pour quelles raisons sensées devrions-nous basculer vers le pire ?

Instillé, depuis des dizaines d'années, par la famille Le Pen, ce gimmick lancinant qui a fini par séduire des millions d'électeurs et d'électrices correspond-il à une réalité ?

Cette virginité affirmée de non exercice du pouvoir est-elle réelle ?

N'ont-ils jamais exercé dramatiquement le pouvoir dans notre pays, de l'été 1940 à l'été 1944, sur les mêmes obsessions de « préférence nationale » et un antisémitisme virulent et assassin, celui du régime collaborationniste de Vichy dont ils sont les héritiers directs ?

Des centaines de milliers d'habitant-e-s de ce même pays ne vivent-ils pas au quotidien, depuis plusieurs mandatures, dans des villes conquises par le R-Haine ou d'autres obédiences d'extrême droite qui ne valent pas mieux ? N'y subissent-ils pas les mesures antisociales et xénophobes, les violences des polices municipales, le clientélisme et les pratiques délictueuses des maires qui usent et abusent de leur mandat, entre autoritarisme, détournements de fonds et favoritisme ?

Dans ces conditions que faudrait-il « essayer », au juste, dont nous n'aurions pas encore eu connaissance et qui ferait que tout pourrait changer ?

POURQUOI FAUDRAIT-IL « ESSAYER » UN ORDRE ET UNE DISCIPLINE QUI S'APPLIQUENT DÉJÀ DANS LA VIOLENCE, LES MENSONGES ET L'IMPUNITÉ DANS PLUSIEURS VILLES, FERMEMENT TENUES PAR L'EXTRÊME DROITE ?

À Hénin-Beaumont, comme à Perpignan, à Fréjus et Béziers les pratiques violentes et discriminantes des polices municipales de ces villes dirigées par l'extrême droite font régulièrement la Une a minima des médias locaux et régionaux et, parfois, s'étalent jusque dans la presse nationale.

Suréquipées, armées, ces polices bénéficient de moyens et d'effectifs bien supérieurs à ce qu'il est possible de constater dans des agglomérations de taille équivalente. Bras armés des maires de ces villes d'extrême droite, ces corps municipaux agissent régulièrement comme des milices au service d'une politique d'exclusion, outrepassant en permanence le rôle qui leur est dévolu. Racisme et violence gratuite forment l'ordinaire de ces troupes au recrutement peu regardant.

POURQUOI FAUDRAIT-IL « ESSAYER » LEUR FÉMINISME DE FAÇADE ?

Sous un discours opportuniste, faisant mine de défendre leurs droits, le R-Haine affirme une ligne nataliste et continue d'assigner aux femmes leur rôle de mère au foyer. Défendre « le droit des femmes à ne pas travailler » pour « assurer le plein-emploi » taraude ces féministes de façade, également opposés historiquement à l'IVG. Parmi les 18 livrets thématiques du programme du RN pour la présidentielle de 2022, aucun n'est consacré aux droits des femmes, alors qu'un pan entier porte sur la famille.

La récente proposition du R-Haine de « rouvrir les maisons closes » contredit totalement leur positionnement pseudo féministe.

POURQUOI FAUDRAIT-IL « ESSAYER » UN PARTI ET DES ÉLUS QUI S'AFFIRMENT, CONTRE TOUTE ÉVIDENCE, COMME LES MEILLEURS AMIS DES JUIFS ?

Alors que l'antisémitisme continue de pulluler dans les rangs du RN et que Jordan Bardella, lui-même, bafouille en inventant un Le Pen père exempté d'antisémitisme, les déclarations philosémites des dirigeant-e-s du RN sont proprement ahurissantes et portent la marque d'un opportunisme sans vergogne en direction d'un électorat estimé comme globalement réactionnaire et convoité pour cela.

Les voir et les entendre surjouer la police de l'antisémitisme à l'encontre des critiques d'Israël est tout simplement écœurant et révoltant, venant de représentant-e-s d'un parti, héritier direct de la collaboration pétainiste et de la haine antisémite.

Leurs accusations d'antisémitisme s'en trouvent, de ce fait, totalement démonétisées.

LE R-HAINE, LE PEN, BARDELLA ET CONSORTS, C'EST LE RÈGNE DE L'IMPOSTURE ET DU GRAND MENSONGE. NE SURTOUT PAS LES ESSAYER !



Au fil des articles que *Le Monde*, *Libération* ou *Médiapart* ont pu consacrer, durant la campagne éclair pour les élections législatives anticipées de l'été 2024, aux motivations d'électeurs et électrices du R-Haine, l'expression «renverser la table» revient à plusieurs reprises. Comme la certitude irrationnelle que le fait de tout chambouler, voire de se jeter dans le vide, constituerait déjà le début d'une forme de libération des peurs, du déclassement et du sentiment d'abandon. Tout un éventail émotionnel opportunément exploité jusqu'à l'écœurement par l'extrême droite pour appeler au dédagisme en sa faveur et qui lui permet d'en stigmatiser les responsables : les élites parisiennes, les migrant-e-s et les français-e-s issus de l'immigration, ces deux dernières catégories cristallisant tous les maux à abattre.

Dans ce contexte, dont la rationalité sort grande perdante, il est fort peu probable que les arguments de bon sens, comme le rappel de ce que disent, écrivent, et font réellement la famille Le Pen et ses émules, parviennent à changer le vote de ces millions de nouveaux adeptes.

Rappelons, cependant, toutes ces turpitudes, pour les millions d'abstentionnistes et celles et ceux qui pensent que voter ne sert à rien.

Parce que le pire est bien devant nous en 2027, voire même avant en cas de nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale.

POURQUOI FAUDRAIT-IL «ESSAYER» UN PARTI QUI SE VEUT LE MEILLEUR DÉFENSEUR DES HUMBLÉS ET DES SANS-GRADÉS, MAIS VOTE À L'ASSEMBLÉE TOUTES LES MESURES ANTISOCIALES ?

Au Palais-Bourbon, les député-e-s du Rassemblement sont les ennemis irréductibles des salarié-e-s. Depuis 2022, ils/elles ont voté :

- Contre l'augmentation du SMIC
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- Contre la revalorisation des pensions de retraite
- Contre la gratuité des cantines
- Contre le gel des loyers
- Contre une taxation renforcée des plus riches
- Pour la réduction des droits liés au chômage

POURQUOI FAUDRAIT-IL «ESSAYER» UN PARTI QUI DÉNONCE LES DÉRIVES DU «SYSTÈME», MAIS QUI SE TROUVE IMPLIQUÉ DANS LES PIRES TURPITUDES, POUR PLUSIEURS DES VILLES CONQUISES PAR L'EXTRÊME DROITE, DEPUIS 2014 ET 2020 ?

De nombreuses procédures judiciaires sont en cours pour les actes répréhensibles suivants :

- Favoritisme et clientélisme
- Prise illégale d'intérêt et corruption
- Détournements de fonds publics

Les agissements de l'identitaire David Rachline, à Fréjus, en sont l'archétype.

**AGISSONS
AVANT
QU'IL NE
SOIT
TROP
TARD**



POURQUOI FAUDRAIT-IL « ESSAYER » UN PARTI ET DES ÉLU·E·S, QUI, DEPUIS LA NAISSANCE DU FN JUSQU'AU RN AUJOURD'HUI, AFFIRMENT SANS HONTE QU'ILS ONT LES MAINS PROPRES ET LA TÊTE HAUTE ?

Marine Le Pen, a été jugée, avec vingt-cinq autres prévenu·e·s, puis condamnée pour des faits de détournement de fonds publics européens.

Nombre de salarié·es du Front National ayant été rémunéré·e·s sur la base d'embauches fictives d'assistants parlementaires européens.

POURQUOI FAUDRAIT-IL « ESSAYER » DES ÉLU·E·S DÉJÀ IMPLIQUÉS DANS LA LUTTE CONTRE LES PAUVRES ?

- À L'ASSEMBLÉE, le groupe RN s'appuie sur les risques liés à la sécheresse, pour présenter, durant l'été 2023, un projet de loi destiné à « suspendre l'obligation de construction de logements sociaux là où la sécheresse s'avère la plus problématique ». Dans le même temps, la multiplication des piscines et l'arrosage des golfs, dans ces mêmes espaces, ne leur pose aucun problème. Le « contexte de stress hydrique », sur lequel s'appuie le député frontiste Philippe Schreck, à l'origine de ce projet, cache mal la volonté d'en finir avec les quotas de logements sociaux, insupportables dans le cadre de leur politique clientéliste en direction des plus aisés.
- À FRÉJUS, David Rachline, a gelé, dès l'été 2023, les subventions du quartier de la Gabelle, majoritairement habité par une population d'origine maghrébine, annonçant cette décision comme une punition faisant suite aux révoltes qui ont suivi l'assassinat de Nahel, à Nanterre.
- À BEUCAIRE, le maire RN Julien Sanchez en 2014 a fait voter, parmi ses premières mesures, la réduction à 1 euro de la prime de fin d'année des agents municipaux dont les absences dépassent vingt jours par an. Dans le même temps, les primes et les congés indus pleuvent sur les proches du maire. C'est également le même qui affirme que « si on arrêta un peu avec l'assistantat, les Français chercheraient aussi un peu plus de travail. »
- À VILLERS-COTTERÊTS, dans le département de l'Aisne, c'est le ramassage scolaire des quartiers excentrés qui est remis en cause, tandis que les tarifs de la cantine scolaire se sont envolés alors que la ville ne connaît aucun problème de trésorerie. Comme l'affirme le maire RN, Franck Briffaut, qui assure vouloir responsabiliser les familles : « Rien n'est gratuit dans ce monde. Expliquons aux gens que tout à un prix. » Un vrai programme social, à toute épreuve.
- À HAYANGE, c'est le Secours populaire qui est dans le collimateur du maire RN, Fabien Engelmann. Subventions supprimées, chauffage coupé, exploits d'huissiers et avis d'expulsion du local, depuis que la responsable de cette association caritative s'est insurgée contre une des décisions du maire d'organiser un goûter de Noël excluant les enfants de réfugié·e·s.
- À HAYANGE, encore, le CCAS (Centre communal d'action sociale) n'a embauché qu'une seule assistante sociale, pour cette ville de 16 000 habitant·e·s, où le taux de pauvreté se situe à 19%, bien au-dessus la moyenne du pays.